

Tribune unitaire : Non à la casse du service public ferroviaire ! Pour la défense et le développement de tous les services publics !

mercredi 4 avril 2018, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2018).

Tribune unitaire publiée par *L'Humanité* et Médiapart.

Le mouvement unitaire du 22 mars a constitué un beau premier succès en défense du service public. En réponse, le gouvernement apporte pour seule perspective la casse de la SNCF. Elle s'accompagne d'une attaque frontale contre les cheminot-es, la préparation de la privatisation de l'entreprise publique via la mise en concurrence et la fermeture programmée de milliers de kilomètres de voies ferrées.

Depuis trop longtemps, l'abandon progressif du transport de marchandises par train qui s'est traduit par la fermeture de gares de triage et la prime accordée à la route et au transport routier plombe la SNCF et notre environnement. De plus, l'ouverture par E. Macron de lignes de transports par cars au détriment du rail est un non-sens écologique et un mépris pour les personnes à faibles revenus, alors qu'il faudrait plutôt développer des tarifs sociaux SNCF. Nous ne voulons pas du tout-camion qu'accentue ce projet de loi. Nous voulons au contraire que soit pris le virage de la transition écologique en dynamisant en outre le fret ferroviaire.

La priorité accordée aux grandes lignes TGV donne plus aux territoires les plus riches, et moins aux territoires les moins peuplés. Nous ne voulons pas d'une France où toute l'activité serait concentrée dans quelques grandes métropoles et quelques grands centres financiers, et où la plupart des territoires, des zones rurales, des villes moyennes seraient abandonnés. Nous voulons que soit valorisé et respecté l'ensemble des territoires par la desserte des zones rurales et des villes moyennes. Nous voulons le développement du réseau ferré avec la réouverture de lignes et de gares de proximité.

Notre pays a donc besoin d'une relance des investissements dans le réseau ferré. L'Etat doit prendre en charge la dette qu'il a fait porter à l'entreprise publique indûment, et accorder des recettes pérennes pour le développement du service public ferroviaire. Il s'agit pour cela de financer les transports vertueux d'un point de vue écologique et de l'égalité du territoire comme le train, plutôt que les transports polluants comme la route et l'aérien doublement subventionnés par l'Etat : de manière directe et indirecte à travers les dépenses de santé et d'adaptation environnementale induites par la pollution.

La mobilisation des cheminot-es et de leurs organisations syndicales est juste et légitime. Nous soutenons totalement leur mouvement de grève, porteur de progrès pour l'ensemble des populations

et des territoires. Leur victoire est essentielle pour le service public, pour un aménagement des territoires équilibré et pour affronter les enjeux environnementaux et énergétiques du 21^e siècle.

Elle l'est aussi pour les droits collectifs de tous les salarié-es. Le gouvernement Macron cible le « statut » des cheminot.e.s dans le but de remettre en cause tous les statuts du travail, toutes les conquêtes sociales, dans le secteur privé tout autant que dans les services publics avec par exemple la santé indexée sur la rentabilité et la mise en place de la sélection pour l'entrée à l'université.

En conséquence, nous appelons au retrait immédiat du projet de loi proposé par le gouvernement.

Nous soutenons les mobilisations et les grèves décidées par les travailleuses et travailleurs. Nous pensons utile que se développent des collectifs d'usagers sur le territoire, à soutenir les caisses de grève mises en place. Nous appelons à engager un débat démocratique, pour le développement du ferroviaire, de tous les services publics, pour les enjeux environnementaux et sociaux d'aujourd'hui. Nous sommes disponibles pour converger tous ensemble, avec toutes celles-ceux qui le souhaitent, dans des initiatives et manifestations publiques citoyennes à large échelle, localement et nationalement, au service des mobilisations sociales et de la jeunesse.

Signataires :

Clémentine Autain (Députée LFI) ; Eliane Assassi (Sénatrice, présidente du groupe CRCE) ; Marinette Bache (conseillère de Paris, République et Socialisme) ; Ugo Bernalicis (député LFI) ; Olivier Besancenot (NPA) ; André Chassaigne (député communiste, président du groupe GDR) ; Pascal Cherki (Génération.s) ; Éric Coquerel (co-coordonateur PG) ; David Cormand (EELV) ; Sybille Fasso (Gauche démocratique et sociale), Gérard Filoche (Gauche démocratique et sociale) ; Benoit Hamon (Génération.s) ; Lucien Jallamion (République et Socialisme) ; Jean-Yves Lalanne (Gauche démocratique et sociale) ; Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) ; Sarah Legrain (PG) ; Myriam Martin (Porte-parole d'Ensemble !) ; Claire Monod (Génération.s) ; Jean-François Pellissier (porte-parole d'Ensemble) ; Christian Pierrel (PCOF) ; Christine Poupin (NPA), Philippe Poutou (NPA) ; Hella Kribi Romdhan (Génération.s) ; Simone Sebban (Nouvelle Donne) ; Eric Thouzeau (Gauche démocratique et sociale) ; Marie-Pierre Vieu (députée européenne membre de la commission transport, groupe PCF-FDG-GUE).
